

LE MADAWASKA

J. G. BOUCHER, Propriétaire

ABONNEMENT: Canada \$1.50 Etranger \$2.00

Rédigé en collaboration.

UN POINT IMPORTANT DANS LA PRESENTE LUTTE

La Question Constitutionnelle Expliquée par M. Harry Sifton de Toronto.

LE PRECEDENT TRAVAILLISTE

M. H. A. Sifton est un homme d'affaires de la ville de Toronto qui, à l'Université, a spécialement étudié les questions constitutionnelles. Il a beaucoup vécu en Angleterre. Aussi son opinion sur cette question vivement débattue à l'heure actuelle mérite l'attention de tous ceux qui ont à cœur l'intérêt général du pays. Voici un extrait du discours de M. Sifton, prononcé à Toronto il y a quelques semaines.

Le gouvernement conservateur a démissionné et M. Ramsay MacDonald fut appelé pour lui succéder, étant le chef du parti travailliste. Il n'avait pas la majorité. Il était obligé de compter sur l'appui des libéraux au parlement qui avaient voté en sa faveur et qui l'avaient maintenu au pouvoir pendant un certain temps. Vint un moment où les libéraux ne votèrent pas pour lui en nombre suffisant pour lui donner une majorité. En d'autres termes, il fut défait à la Chambre. Il conseilla au roi de dissoudre le parlement et il fit alors appel au peuple. Le roi accorda la dissolution des Chambres.

Les autorités constitutionnelles en Grande-Bretagne sont presque unanimement d'avis que le roi avait bien agi en accordant la dissolution et qu'il n'avait pas d'autre alternative. La position du gouvernement King fut substantiellement la même que celle du gouvernement MacDonald en Angleterre et le gouverneur général agissant d'après un précédent établi depuis peu par le roi lui-même aurait dû accorder la dissolution à M. King.

Le seul argument qu'on pourrait apporter pour dire que le gouverneur général a agi sagement en refusant la dissolution est que le Canada n'a pas encore atteint les pleins pouvoirs de son autonomie et qu'il est encore une colonie de la Couronne sujette à être gouvernée selon les vues d'un gouverneur général envoyé d'Angleterre, sans égard aux vues du parlement canadien.

On peut dire deux choses sur ce sujet: 1o—Il n'y a aucun fondement en fait pour cela; 2o—S'il y avait un fondement en fait pour cela, ce serait le devoir de tout Canadien qui se respecte de chercher sans retard à mettre fin à un tel état de choses.

J'ai dit qu'il n'y avait aucune raison de fait pour prétendre que le Canada est une colonie de la Couronne et qu'il n'a pas atteint le statut où il aurait droit aux mêmes pouvoirs de gouvernement que le peuple de Grande-Bretagne. Cette question a été longuement discutée, il y a quelques années.

Durant la guerre, les premiers ministres de Grande-Bretagne et des Dominions autonomes: Canada, Afrique, Sud, Australie et Nouvelle-Zélande ont été mis sur un pied d'égalité lors des conférences impériales. Les hommes les mieux qualifiés et les meilleurs juristes des Dominions et de Grande-Bretagne ont souvent dit qu'il existait une parfaite égalité de statut en dehors des questions de guerre et de paix. Presque tous les Anglais éminents qui ont discuté la question ont adopté ce point de vue. Sir Robert Borden a aussi déclaré la même chose à plusieurs reprises. La presse britannique l'a répété en diverses circonstances et il n'y avait aucune idée jusqu'à ce que le gouverneur général refusât la dissolution à M. King, dans l'esprit de tout homme d'affaires compétent, qu'on pourrait chercher à nier que le Canada possède une autonomie constitutionnelle complète et qu'un premier ministre du Canada devait recevoir les mêmes égards de la part du gouverneur général qu'un premier ministre britannique de la part du roi.

Maintenant, il faut entendre clairement et définitivement que l'acte du gouverneur général en refusant la dissolution à M. King renverse cette situation et signifie que le Canada est une colonie de la Couronne sujette à être gouvernée par le Colonial Office ou par le caprice d'un gouverneur général, quelconque. Le peuple ne peut tolérer cette situation. Il est regrettable que la question soit venue de cette manière. La question aurait dû être réglée paisiblement par nos hommes publics agissant avec calme.

On leur a souvent répété, au cours des dernières années que cette question devrait être étudiée, mais ils l'ont mise de côté ou laissée en suspens, ils ne l'ont pas raisonnablement d'une façon intelligente et maintenant, cette question est tombée dans l'arène politique et elle doit être réglée. Ceci étant le cas, cette question doit être prise de face, loyalement et carrément, et elle doit être réglée de la seule manière possible, c'est-à-dire par une déclaration conclusive que le peuple du Canada ne sera pas soumis à un état d'infériorité.

Ils ne seront pas soumis à un gouvernement personnel, aux mains de n'importe qui. Si nous voulons un Mussolini, nous le choisirons nous-mêmes. Nous ne voulons pas nous soumettre à des conditions qui permettent l'appropriation des fonds par des mandats spéciaux du gouverneur général au lieu de par le vote de la Chambre des communes.

G. N. TRICOCHÉ

VARIETES

REPARTITION DE LA RICHESSE AUX ETATS-UNIS

On s'accorde en général à regarder les Etats-Unis comme un pays extraordinairement riche. Sans contredit, l'idée que le total de cette richesse atteint 353 billions de dollars est faite pour frapper notre imagination. Une telle somme est si vaste que nous avons peine à apprécier sa véritable portée. On n'est pas moins étourdi par l'énormité du revenu des Américains, lequel s'élève par an à soixante et un billions. En fait, les statisticiens ont calculé, pour l'édification des masses, que, partant de ce dernier chiffre, on peut évaluer la moyenne du revenu annuel des 21 millions de familles de ce pays à la somme rondelette de 2,900 dollars. Mais combien peu ces savantes statistiques nous apprennent! Ce mot de "moyenne" est bien vide de sens, puisque la répartition de la richesse est la suivante:

Les Riches	(2% de la population)	60%
La Classe Moyenne	(35%)	35%
Les Pauvres	(65%)	5%

George Nestler Tricoché.

DANS LA LUTTE ELECTORALE DU NOU-BRUNSWICK

Voici la liste des candidats qui se font actuellement la lutte dans les diverses circonscriptions électorales de notre province.

Restigouche-Madawaska—A. P. Culligan, Conservateur, Stanislas Blanchard, libéral.
Gloucester—Hon. P. J. Veniot, libéral, Joseph Dumas, conservateur.
Northumberland—C. E. Fish, conservateur, C. J. Morrissey, libéral.
Kent—A. J. Doucet, conservateur, A. Bourgeois, libéral.
Westmorland—Dr. O. B. Price, conservateur, H. R. Emerson, libéral.
St-Jean-Albert—Col. M. McLaren et T. Bell, conservateurs, R. T. Hayes et W. M. Ryan, libéraux.
Royal—Hon. G. B. Jones, conservateur, D. H. McAllister, libéral.
York-Sunbury—R. B. Hanson, conservateur.
Carleton-Victoria—Hon. J. K. Flemming, conservateur, Albion R. Foster, libéral.

L'HON. DR. MANION A CAMPBELLTON

Dans un discours prononcé à Campbellton, samedi soir, le ministre des Postes dans le cabinet provisoire Meighen, l'hon. R. J. Manion, a exposé la politique conservatrice, au sujet des provinces maritimes: tarif de protection pour les cultivateurs et les manufacturiers de l'est, encouragements aux ports de Saint-Jean et Halifax et révision des taux de fret.

Le Dr. Manion a terminé son discours par une critique sévère de l'administration King. Il encouragea les électeurs à voter pour le candidat Culligan. L'hon. G. B. Jones, ministre du Travail, adressa quelques mots à l'auditoire.

L'hon. M. Stuart et M. Culligan devaient aussi adresser la parole à cette assemblée. Ils en furent empêchés, étant retenus à St-Léonard par affaires.

ACCIDENT AU PONT DE CABANO

Cabano, 18.—Dans la nuit du 15 au 16 courant un accident qui aurait pu avoir des suites fâcheuses, se produisit au Pont actuellement en construction. Une automobile étrangère, venant à tra-

M. DUNNING DANS LES MARITIMES

L'ancien ministre des chemins de fer parle à Moncton

LE CHEMIN DE FER

Moncton, N.-B., 17.—L'hon. Charles A. Dunning, ex-ministre des chemins de fer dans le gouvernement Mackenzie-King, a inauguré hier soir sa campagne dans les provinces Maritimes, défendant la politique libérale et montant qu'elle avait valu au pays une énorme augmentation dans les échanges commerciaux en même temps que le retour au pair de la devise canadienne.

Abordant la question des douanes, M. Dunning mit au crédit de feu l'hon. Geo. H. Boivin le renvoi du premier fonctionnaire de la douane de Montréal et l'enquête Dunning. Il dit que les accusations portées en Chambre contre le département douanier par M. Stevens étaient un mauvais moyen d'attaquer les contrebandiers. En effet, ajouta-t-il, l'enquête parlementaire n'en a pas fait attraper un seul.

Quant au "gouvernement honnête" réclamé des Conservateurs, M. Dunning estime que cette honnêteté dans le gouvernement n'est la prérogative d'aucun parti. Le peuple n'en jouira qu'en élistant des députés honnêtes dans toutes les circonscriptions.

Au sujet de la politique ferroviaire du gouvernement fédéral, l'ex-premier de Saskatchewan déclara "Je n'ai rien de plus à dire ici que dans les autres provinces. Le C. N. R. est dans toute la force du terme, une entité allant d'un océan à l'autre."

REGISTRATEURS

Nous publierons, la semaine prochaine, les noms des différents registrateurs du comté, à qui il faut s'adresser pour faire mettre son nom sur la liste électorale.

S. G. Mgr. Larocque, évêque de Sherbrooke, est mort à l'âge de 80 ans

Ordonné prêtre en 1869 il fut sacré évêque en novembre 1893

Sherbrooke, 16.—Sa Grandeur Mgr. Paul Larocque, évêque du diocèse de Sherbrooke, est décédé hier matin, à l'âge de 80 ans.

Sa Grandeur, qui était le deuxième évêque du diocèse de Sherbrooke, a succédé à Sa Grandeur Mgr. Racine. Il avait été sacré évêque le 30 novembre 1893. Il est né à Ste-Marie de Monnoir, Québec, le 18 octobre 1846. Il était le fils de feu Albert Larocque et Geneviève Daignault. Il a fait ses études aux collèges de Sainte-Thérèse et de Saint-Hyacinthe. En octobre 1869 il était nommé vicaire à Key West, Floride, poste qu'il occupa jusqu'en 1875. Il devint alors curé de cette paroisse. Il étudia à Rome de 1880 à 1883 et obtint le titre de docteur en théologie de la Minerve et celui de droit canonique de l'Appolinaire. Il visita ensuite la Terre Sainte et l'Europe et revint comme desservant de la cathédrale de Saint-Hyacinthe pour en devenir curé de 1885 à 1893. Il fut élu évêque du diocèse de Sherbrooke le 6 octobre 1893 et sacré dans sa cathédrale par Mgr Fabre le 30 novembre 1893.

La dépouille mortelle de l'évêque défunt sera exposée en chapelle ardente au palais épiscopal jusqu'à vendredi alors que seront chantées les funérailles.

CINQUANTE PERSON- NES SOUS ARRET AU MEXIQUE

On accuse ces gens d'avoir trempé dans un complot — Un général mis en prison.

Mexico, 17.—Les autorités viennent de faire arrêter une cinquantaine de personnes, dans le district fédéral, sous l'accusation d'avoir pris part à un complot aux ramifications étendues, dimanche, en protestation contre les lois anticléricales du gouvernement. D'autres arrestations ont aussi été faites ailleurs. Parmi les personnes incarcérées, on remarque un général dont on ne dévoile pas le nom. Il est accusé de complicité dans le mouvement révolutionnaire. C'est le premier cas de mécontentement d'un haut officier de l'armée contre les lois anticléricales. Sur des instructions venues des autorités fédérales, on a aussi arrêté tous les membres du conseil municipal d'Amecamecan.

On croit dans certains milieux que la concentration d'armes que les autorités mexicaines ont découverte sur la frontière américaine pourraient être une partie

du complot pour lancer un mouvement révolutionnaire général dans le pays.

Le président Calles a déclaré qu'il a été informé depuis un mois des activités du général Estrada aux Etats-Unis et que le mouvement révolutionnaire aurait été écarté dès que le général serait entré au Mexique.

Les autorités religieuses disent ne rien connaître quant à un mouvement révolutionnaire lancé par les catholiques. On rappelle que les évêques ont déclaré à plusieurs reprises que l'attitude de l'église est pacifique et qu'on ne préparait aucun soulèvement contre l'Etat. On rappelle aussi la déclaration disant que les prêtres défendront le Mexique au cas d'une attaque par une puissance étrangère.

Au cours de la soirée, hier, on a relâché huit des personnes qui avaient été arrêtées. On n'a pas dit pour quelle raison. Les autorités policières déclarent qu'elles ont saisi, dans les demeures de certaine catholiques, de la dynamite et des fusils ainsi que des preuves écrites démontrant qu'il se préparait un soulèvement. Et elles déclarent de plus que le mouvement s'étendait à plusieurs Etats. Mais on ne donne aucun détail.

GRANDE ASSEMBLEE POLITIQUE

A EDMUNDSTON-LE 23 AOÛT - LUNDI

Tous les Electeurs de Madawaska-Restigouche sont spécialement invités à venir entendre

L'hon. M. Lapointe

ex-ministre de la Justice

AUTRES ORATEURS AU PROGRAMME

DIMANCHE LE 22 AOÛT
Dans l'Après-midi

ASSEMBLEE REGIONALE

Du Parti Liberal

A ST-LEONARD

Plusieurs orateurs étrangers et le populaire candidat M. S. Blanchard adresseront la parole.

Annnonce du parti libéral.